

La **passion du métier** ne suffit pas.

Il nous faut **du temps** et **des moyens**.

l'école pour tous,
une vraie valeur.



CDEN 4 juillet 2017 – déclaration FSU

Chaque jour ou presque nous amène une nouvelle annonce en fanfare ; c'est une véritable symphonie de mesures précipitées que nous joue là notre nouveau ministre.

Ces mesures sont principalement liées aux « rythmes scolaires », et au dédoublement des classes de CP en REP+.

Concernant les rythmes, le SNUipp-FSU a été très critique sur la réforme de 2013 qui, partant le plus souvent des contraintes des collectivités territoriales et oubliant parents et enseignants, n'a pas atteint son objectif d'améliorer les apprentissages des élèves.

Une réelle prise en compte des rythmes de l'enfant, la nécessité d'un service public d'activités péri-éducatives de qualité et équitable sur tout le territoire sont pourtant des sujets importants pour la réussite de tous nos élèves. C'est pourquoi le SNUipp a constamment porté la nécessité d'une remise à plat du décret « Peillon » parce qu'il imposait de manière uniforme la semaine de 4,5 jours à toutes les écoles et parce qu'il donnait trop de poids aux collectivités locales.

Le nouveau décret permet, « sous conditions », des évolutions souhaitées par les enseignants. Il ouvre la porte aux 4 jours sans pour autant refermer celle des 4,5 jours qui doivent perdurer partout où les conseils d'école le demandent.

Le SNUipp-FSU n'est pas dupe d'un décret pressé par le calendrier électoral. Il se préoccupe de cette précipitation qui impose aux écoles, aux familles et aux collectivités locales des modifications importantes de la semaine scolaire à quelques semaines seulement de la rentrée scolaire. Ce décret orchestre également un désengagement de l'État dans le domaine du périscolaire sans se préoccuper de la situation de l'emploi de milliers de personnels territoriaux.

La consultation nationale sur la réforme des rythmes menée par le SNUipp a recueilli en quelques jours près de 30 000 réponses. Dans un contexte de conditions de travail difficiles, les enseignants des écoles rappellent leurs exigences. S'ils veulent majoritairement avoir la possibilité de pouvoir travailler sur 4 jours, ils savent aussi que l'essentiel est ailleurs. **Ils demandent en tout premier lieu une baisse des effectifs par classe, dans toutes les classes, particulièrement élevés dans notre pays. Ils demandent la reconnaissance de tous leurs temps de travail et revendiquent la possibilité de pouvoir travailler en équipe. Ils réclament enfin d'être formés et d'être aidés pour réussir l'inclusion de tous leurs élèves.**

Le SNUipp-FSU a voté pour ce décret lors du CSE du 8 juin. Un vote qui prend acte de la volonté majoritaire de la profession de pouvoir bénéficier d'organisations de la semaine sur 4 jours ou 4 jours et demi, mais qui ne constitue nullement un blanc-seing à la politique éducative du gouvernement. Chaque fois que cela sera nécessaire le SNUipp-FSU s'opposera à des mesures de régression pour l'école.

C'est pourquoi nous dénonçons la mise en œuvre du dispositif "CP dédoublés" qui, en l'absence de budget, se concrétise notamment au détriment d'autres types de postes, remplaçants ou maitres surnuméraires par exemple, et au détriment du bon fonctionnement des écoles, qui, faute de locaux disponibles en nombre suffisant, devront faire des « sacrifices ». Se faisant à moyens constants, cette réforme à marche forcée obère une rentrée sereine dans l'éducation prioritaire. Cette précipitation a d'ailleurs mené à un mouvement de grève le 19 juin dernier.

Nous ferons ici une parenthèse : en parlant de « rentrée sereine » dans l'éducation prioritaire, la liste des incivilités et incidents (intrusions, vandalisme, voitures brûlées...) dont sont victimes les écoles du REP+ des Hauts de Chambéry ne cesse de s'allonger depuis quelques mois. Les enseignants et les parents du quartier éprouvent un sentiment d'insécurité permanent, sur le trajet, devant et dans les écoles.

Le quartier des Hauts de Chambéry est classé en Éducation Prioritaire mais également en Zone de Sécurité Prioritaire. La seule présence permanente de l'État dans cette zone, avec la fermeture des derniers services publics, est l'École. La dernière réunion de comité de pilotage de la ZSP s'est déroulée en la seule présence de directeurs d'école, de parents d'élèves et représentants de l'administration de l'Éducation Nationale, une nouvelle fois seule composante de l'État. Plus que jamais, il faut que tous les acteurs se mettent autour de la table (Éducation Nationale, préfecture, forces de police, mairie etc.) et réfléchissent à des solutions pérennes. Nous avons demandé audience en urgence à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à ce jour

sans réponse. Profitant de ce CDEN, nous en appelons donc à M. le Préfet : le comité de pilotage de la ZSP doit être réuni, et rapidement, même si cela devait avoir lieu pendant l'été. En effet, dans le contexte actuel, nous en sommes à nous demander dans quel état seront les écoles à la rentrée, après être restées vides presque deux mois. Un rassemblement est prévu tout à l'heure à 12h15 devant la mairie de quartier.

Pour en revenir aux CP dédoublés, si en Savoie, l'objectif de ne pas « toucher » au dispositif « plus de maîtres que de classes » est affiché, ce n'est pas aussi simple : 3 postes, certes non affectés, sont quand même supprimés, hors éducation prioritaire. Or, s'attacher à prendre en compte la difficulté scolaire, à travailler autrement pour mieux s'occuper des élèves les plus fragiles, ne doit pas être la seule prérogative des écoles en éducation prioritaire. Ce dispositif doit perdurer et continuer à être développé ! La mise en œuvre des CP à 12 ne doit pas se faire au détriment de ce dispositif prometteur et plébiscité par les enseignants.

Alléger les effectifs des CP en REP+, c'est nécessaire. Mais ça l'est tout autant dans les autres classes, en REP+, comme en REP ou hors éducation prioritaire. Pour prévenir les difficultés scolaires, il faut aussi former et recruter des personnels spécialisés afin que les RASED retrouvent les effectifs d'avant 2008, avant que les gouvernements Fillon ne suppriment 5000 postes. Pour cela il faut investir durablement dans le premier degré pour combler le retard avec la plupart des pays comparables au nôtre et qui sont beaucoup plus efficaces en termes de réussite des élèves et de lutte contre les inégalités.

Les enseignants veulent en premier lieu pouvoir travailler sereinement, sans pilotage à vue au gré des alternances politiques et sans remise en cause arbitraire du travail mené depuis plusieurs années.

Après les annonces sur les rythmes et sur les CP à 12, voilà une nouvelle fausse note : la décision du gouvernement de geler à nouveau la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Cette décision est profondément injuste et négative pour la fonction publique : ce n'est pas en portant atteinte aux conditions de rémunération de ses agents que l'on renforce le bien commun et notre modèle social. Geler le point d'indice revient à nier les missions, les qualifications professionnelles et le rôle que les agents de la Fonction publique jouent pour répondre aux besoins fondamentaux de la société et participer à l'activité du pays. C'est également méconnaître leur engagement quotidien en faveur de l'intérêt général.

La Fonction publique, ses agents, sont un investissement indispensable pour notre pays si l'on souhaite relever les défis qui sont les nôtres en ce XXIème siècle.

D'autres solutions sont envisageables pour traiter de la dépense publique. Sanctionner 20% des salariés du pays n'aidera en rien à le redresser. Les agents publics ne peuvent servir de variable d'ajustement à la seule vision budgétaire pour traiter des déficits publics, surtout qu'ils ont déjà payé par 6 ans de gel de point d'indice, ce qui n'a pas apparemment permis jusqu'ici de redresser les comptes du pays...

Peut-être que pour accueillir nos élèves le jour de la rentrée, nous pourrions leur faire écouter le « requiem inachevé » de Mozart. Cela nous rappellera le nombre de réformes incomplètes auxquelles nous devons faire face tous les deux ou trois ans. Ou encore, leur jouer la Marche Funèbre* : cela nous mettra tous dans l'ambiance.

* D'après une idée originale de Jack Koch :

